

Tibet. Entretien avec Valérie Niquet, spécialiste de l'Asie, sur les retombées politiques de la crise pour la Chine.

"Pékin ne peut pas céder"



Directeur du Centre Asie de l'Ifri (Institut français des relations internationales), auteur de *Chine-Japon, l'affrontement* (Perrin), Valérie Niquet (photo) analyse l'impact de l'affaire tibétaine à quatre mois des jeux Olympiques.

Que représente le Tibet pour Pékin ? La région administrative autonome du Tibet et l'aire d'influence tibétaine représentent plus de 2,5 millions de kilomètres carrés, soit le quart de la superficie de la Chine.

Avec des réserves minérales importantes ? Oui, notamment l'uranium, dont le contrôle et l'exploitation ont pris une importance considérable pour une Chine en pleine croissance. C'est aussi au Tibet que les plus grands fleuves d'Asie trouvent leur source. Pékin a mis en place des projets colossaux de détournement des ressources en eau du Tibet vers la Chine du Nord, confrontée à une sécheresse endémique.

Sur le plan stratégique ? Les hauts tableaux tibétains permettent de contrôler l'Himalaya et la frontière avec l'Inde, pays avec lequel les relations sont loin d'être normalisées. Le contrôle du Tibet est symbolique pour le pouvoir chinois parce que sa légitimité repose très largement sur l'image de puissance et de capacité de contrôle qu'il projette.

Le régime peut-il céder sur le Tibet ? Non, parce que ce serait tolérer l'expression légitime d'une contestation et reconnaître la possibilité de remise en cause de la toute-puissance du pouvoir. Ce serait ouvrir la voie à un délitement que les autorités redoutent, à l'heure où la Chine est confrontée à des tensions considérables. Autre source de légitimité : le Parti communiste se proclame seul à pouvoir défendre et garantir "l'intégrité territoriale" et "l'honneur de la Chine" dans une

constante référence à un passé d'humiliation. L'ensemble de ces enjeux se trouve concentré autour de la question tibétaine.

La réaction des dirigeants est-elle homogène ? Au-delà de l'unanimité apparente dans le choix de la répression, on peut supposer qu'un débat existe au sein de la direction chinoise, ou entre les autorités centrales, plus conscientes des enjeux globaux, et les autorités locales, particulièrement rigides.

Des dissensions ? Le soulèvement tibé-

répression à mettre en œuvre à la veille des JO.

Enjeu majeur pour le régime ! Le pouvoir a tout mis sur ces Jeux pour imposer au monde son modèle de développement économique sans réformes politiques.

À quel autre type de contestation peut-on s'attendre ? Des contestations sociales, des pressions exercées par ceux qui considèrent que la question des réformes politiques doit être à nouveau abordée, des manifestations organisées par des mouvements tels que le Falungong ou des ONG.

Le parcours de la flamme est-il sensible ? Oui, car il peut être le prétexte à de nouvelles manifestations. Ce parcours a été fortement politisé par le régime lui-même qui a souhaité que la flamme brille sur l'ensemble du territoire, jusqu'au sommet de l'Himalaya, particulièrement dans les zones de minorités nationales.

Un éventuel boycott fait-il peur à Pékin ? L'organisation des Jeux se devait d'être l'apothéose du modèle mis en place par Deng Xiaoping en 1979, aux yeux du monde et plus encore des Chinois. On fête également cette année le trentième anniversaire des

réformes. Le vice-président Xi Jinping, successeur possible de Hu Jintao, est responsable des deux manifestations.

La cérémonie d'ouverture des JO s'annonce sensible... En termes d'image et de fierté nationale, elle revêt pour Pékin autant d'importance que les Jeux eux-mêmes. Le régime est sans doute prêt à beaucoup pour sauver les JO car leur échec pourrait ouvrir une période de grandes turbulences. En dépit du très grand pragmatisme des autorités, les capacités d'évolution contrôlées sont toutefois limitées. L'inquiétude et la fébrilité l'emportent à Pékin, de très loin devant le triomphalisme qui avait entouré l'attribution des Jeux en 2001.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC PONS



Sauver la face. Arrestation d'émeutiers tibétains. "Le régime a tout mis sur ces Jeux pour imposer au monde son modèle de développement économique sans réformes politiques."

tain est un échec personnel pour le président Hu Jintao, responsable de la normalisation de cette province à la fin des années 1980. La situation souligne les limites de la politique de développement économique au Tibet et les difficultés que le pouvoir peut rencontrer ailleurs, auprès des laissés-pour-compte de la croissance.

Quels en sont les signes ? Des groupes d'intellectuels d'origine han se sont solidarisés avec les revendications tibétaines. Le premier ministre Wen Jiabao a laissé entendre qu'une reprise du dialogue avec le dalaï-lama pourrait être possible. Comme en 1989, la direction chinoise semble, sinon divisée, du moins en débat devant le degré de